

**Moyen-Orient - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 21 avril 2017)

Madame la Présidente,

Je remercie Nikolay Mladenov pour son engagement et sa présentation, qui met une nouvelle fois en lumière les risques que fait peser, pour l'ensemble de la région, l'absence de règlement du conflit israélo-palestinien. Ce conflit dure depuis près de 70 ans, et l'occupation des territoires palestiniens dure depuis bientôt 50 ans. L'absence de règlement du conflit israélo-arabe, particulièrement grave en elle-même, constitue aussi une menace permanente pour la sécurité internationale. Par sa gravité, sa dimension symbolique et sa place dans l'imaginaire collectif, la portée de ce conflit non-réglé revêt un caractère structurant et dépasse largement les frontières d'Israël et des territoires palestiniens. Toute escalade dans ce conflit est porteuse d'un risque de déstabilisation régionale incontrôlable. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous résigner à un faux statu quo qui cache en réalité une régression quotidienne, sur le terrain comme dans les esprits. Le bout de ce chemin est clair : c'est la disparition de la solution à deux États, comme un mirage dans le désert, qui marquerait un saut dans l'inconnu et le risque du pire.

Cette situation est d'autant moins acceptable que nous savons tous que le meilleur gage de la sécurité d'Israël et de la région, c'est une paix juste avec les Palestiniens, qui passe par la solution des deux États, et donc par la création d'un État palestinien viable et indépendant. Ce constat n'est pas une posture idéologique : c'est un constat pragmatique et réaliste, car l'on ne peut nier ni les aspirations légitimes des Palestiniens à un État, ni les aspirations, tout aussi légitimes, des Israéliens, mais aussi des Palestiniens, à la paix et à la sécurité. C'est sur le fondement de ce constat que la France a engagé un processus international qui a conduit à l'adoption à Paris, le 15 janvier dernier, d'une déclaration conjointe à laquelle ont souscrit plus de 70 États et organisations internationales. Cette déclaration s'est nourrie de tous les efforts existants, notamment l'action du Quartet, l'initiative arabe de paix, les initiatives de la Russie et de l'Égypte, le rôle essentiel des États-Unis bien sûr. Cette déclaration a permis de rappeler l'attachement unanime de la communauté internationale à la solution des deux États, et les fondamentaux qui s'imposent à nous tous, c'est-à-dire le cadre international de tout futur règlement : les frontières de 1967 et les résolutions pertinentes du conseil de sécurité.

Nous avons tenu à réaffirmer, à l'occasion de la conférence de Paris, cette priorité alors que la perspective d'une solution à deux États, je l'ai dit, est, chaque jour davantage, mise en danger sur le terrain. L'absence de processus politique, les avancées de la politique de colonisation, qui est illégale au regard du droit international et morcèle depuis des décennies les territoires palestiniens, la dégradation de la situation humanitaire et la destruction d'infrastructures palestiniennes en zone C, mais aussi la violence et l'incitation à la haine, le terrorisme, les tirs de roquettes : tous ces éléments nourrissent un cercle vicieux implacable qui menace les

conditions mêmes d'une paix durable entre Israéliens et Palestiniens. C'étaient les conclusions qu'avait tirées le Quartet à l'occasion de son rapport de juillet 2016, et c'est le constat général qui a conduit à l'adoption par le conseil de sécurité de la résolution 2334.

Madame la Présidente,

Depuis le début de l'année 2017, la situation sur le terrain s'est encore aggravée. Les annonces en matière de colonisation par le gouvernement israélien se sont multipliées, comme celles portant sur plus de 6000 logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est pour les trois premiers mois de 2017. Le 6 février 2017, la Knesset a voté une loi ouvrant la voie à la régularisation des colonies sauvages, illégales même en droit israélien. Fin mars, le gouvernement israélien a décidé, pour la première fois en deux décennies, d'établir une nouvelle colonie en Cisjordanie, et a déclaré «terres domaniales» de nouvelles terres palestiniennes privées. Quant à la politique de «retenue» en matière de colonisation annoncée, ce n'est qu'une limitation en trompe-l'oeil, dont les conditions sont si vagues qu'elles reviennent en réalité à donner carte blanche à une poursuite de la colonisation tous azimuts dans les zones les plus sensibles : celles-là même qui suscitent le désespoir et l'escalade. Ces évolutions sont contraires au droit international et aux résolutions du Conseil de sécurité, en particulier de la résolution 2334, qui exige l'arrêt par Israël de ses activités de colonisation et le respect par elle de ses obligations au regard du droit international. La France condamne également avec la plus grande fermeté tous les actes de violence et de terrorisme, qui restent une réalité quasi quotidienne et inacceptable. Je veux être sans ambiguïté sur ce point, car la France ne transigera jamais avec la sécurité d'Israël.

Dans ce contexte d'extrême volatilité, Madame la Présidente, il est plus important que jamais de rappeler notre position sur Jérusalem : dans l'attente d'un règlement négocié du conflit et en vertu du droit international, notamment de la résolution 478 du conseil de sécurité, la France ne reconnaît aujourd'hui pas de souveraineté sur Jérusalem. Son statut devra être réglé par des négociations entre Israéliens et Palestiniens, qui devront permettre à Jérusalem d'être la capitale des deux États, Israël et le futur État de Palestine.

Enfin, les éléments déclencheurs des trois guerres à Gaza ces six dernières années sont toujours présents aujourd'hui, et pourraient de nouveau mener, du jour au lendemain, à un embrasement. La levée du blocus israélien sur ce territoire apparaît plus que jamais nécessaire dans la perspective d'un règlement durable.

Après des années d'impasse, il est de notre devoir de recréer les conditions de la reprise de négociations politiques crédibles. Le conseil de sécurité a renouvelé avec la résolution 2334 son engagement à soutenir les parties durant les négociations et la mise en oeuvre d'un accord de paix. C'était également le message de la déclaration conjointe de Paris, dont l'objectif était de rappeler aux parties combien elles avaient intérêt à la paix, et combien la communauté internationale pouvait, sans rien imposer, les y aider. Je le redis ici, la France soutiendra tout effort permettant de rouvrir un horizon politique crédible car c'est la seule réponse au désespoir, à la radicalisation, et à l'éloignement des parties. Nous continuerons de ne ménager aucun effort dans ce sens.

Madame la Présidente,

Permettez-moi de dire un mot sur la Syrie, qui constitue aujourd'hui l'un des plus importants foyers de menaces de la région. Soyons lucides : la cessation des hostilités n'existe plus ; la situation humanitaire est catastrophique, faute d'accès aux populations dans le besoin. Le 19 avril, l'OIAC a indiqué disposer de preuves irréfutables que du gaz sarin avait été utilisé lors de la monstrueuse attaque du 4 avril à Khan Cheikhoun, attaque constitutive d'un crime de guerre et dont les auteurs devront rendre compte devant la justice. Les armes chimiques ne sont qu'une partie de l'oeuvre d'anéantissement en cours en Syrie. Elles s'ajoutent aux sièges inhumains dignes du Moyen âge, aux bombardements indiscriminés aux barils d'explosifs, aux bombes incendiaires, comme l'ont encore rapporté les Nations unies ces derniers jours, aux tortures, aux exécutions, aux déplacements de populations, et bien d'autres crimes. Ce bilan effroyable est, en premier lieu, celui de Bachar al-Assad et porte sa signature en lettres de sang. Tant que ce régime se maintiendra au pouvoir par la terreur et la destruction, il n'y aura ni paix ni reconstruction de la Syrie, ni victoire possible contre la menace terroriste, car cette menace continuera de se nourrir de la violence et de la misère qui l'ont fait naître et prospérer, comme nous l'a encore rappelé le terrible attentat d'Al-Rachidine le 15 avril.

Plus que jamais, une solution politique est donc urgente et impérative. Nous encourageons l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, à engager le prochain cycle de négociations à Genève sur le fondement d'un calendrier accéléré en vue d'une transition politique, sur le fondement du communiqué de Genève et de la résolution 2254. C'est la priorité des priorités, c'est un enjeu de sécurité nationale pour la France et un enjeu crucial de sécurité collective pour nous tous.

Enfin, Madame la Présidente, permettez-moi d'ajouter un mot sur la situation au Liban, ce pays lié à la France par une amitié si profonde et dont la résilience dans la tourmente force l'admiration. La communauté internationale devra continuer à se tenir aux côtés du Liban pour faire face à toutes les conséquences du conflit syrien, à commencer par la crise des réfugiés. Apporter le soutien et l'assistance humanitaire indispensable était le principal objectif de la conférence qui s'est tenue à Bruxelles les 4 et 5 avril à l'initiative de l'Union européenne. Des progrès politiques et institutionnels ont été accomplis par les Libanais depuis l'élection du président de la République Michel Aoun et la formation d'un gouvernement dirigé par Saad Hariri. Nous espérons que les parties libanaises sauront se mettre d'accord dans les meilleurs délais sur un cadre électoral qui permette des élections libres et justes, conformément à la Constitution. Il n'est pas possible, en effet, de proroger indéfiniment un parlement élu en 2009. La tenue des élections législatives est cruciale pour la stabilité du Liban et la préservation de sa tradition démocratique. La consolidation des progrès politiques est également primordiale pour le renforcement de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire libanais et pour permettre au pays de faire face aux défis auxquels il est confronté. À cet égard, la dissociation du Liban vis-à-vis du conflit syrien et la mise en oeuvre des résolutions du conseil de sécurité 1701 et 1559 restent plus nécessaire que jamais, et nous invitons les parties à réaffirmer avec force leur engagement dans ce sens. C'est dans l'intérêt du Liban et de toute la région.

Je vous remercie./.